

Comptes nationaux 2021

Première estimation des comptes annuels



Contenu de la publication

Les comptes nationaux de la Belgique sont élaborés d'après les définitions du Système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 2010).

Une première estimation des comptes nationaux, établie essentiellement sur la base des comptes trimestriels, est publiée au mois d'avril suivant l'année de référence. La publication présente l'évolution, mesurée en termes bruts, des principaux agrégats annuels de l'économie nationale.

Les comptes sont établis sur la base des données disponibles au 13 avril 2022.

La présente version des comptes, qui portent sur l'année 2021, a été clôturée à la mi-avril 2022. Elle intègre les derniers chiffres des administrations publiques qui seront diffusés le 20 avril 2022. Dès lors, les comptes figurant dans la présente édition peuvent différer des comptes annuels détaillés diffusés en septembre dernier.

© Institut des comptes nationaux,
Banque nationale de Belgique, Bruxelles

Tous droits réservés.

La reproduction de cette publication, en tout ou en partie, à des fins éducatives et non commerciale est autorisée avec mention de la source.

ISSN 1784-2514 (print)
ISSN 1784-2506 (online)

Avant-propos

L'Institut des comptes nationaux (ICN) publie par la présente les premières estimations des principaux agrégats des comptes nationaux pour l'année 2021. Les résultats reposent, pour une très large part, sur les informations contenues dans les comptes nationaux trimestriels.

Destinés à mesurer les performances économiques réalisées au cours d'une année calendrier, les comptes nationaux annuels sont habituellement exprimés en termes bruts. D'une année à l'autre, le nombre de jours ouvrables peut néanmoins influencer les réalisations. Afin de faciliter l'interprétation de l'évolution annuelle des résultats, les tableaux ont été complétés par des résultats corrigés de l'influence des jours ouvrables et des autres effets de calendrier.

Depuis le 1er septembre 2014, les publications des comptes nationaux et régionaux ainsi que leurs composantes, tels que les comptes des administrations publiques (et la notification relative à la procédure concernant les déficits excessifs), sont élaborées selon la méthodologie du Système européen des comptes SEC 2010, qui a été approuvée le 13 mars 2013 par le Parlement européen.

Le Président du Conseil d'administration
de l'Institut des comptes nationaux

Séverine Waterbley

Bruxelles, avril 2022.

Table des matières

Avant-propos	3
Synthèse	7
1. Évolution générale de l'activité économique en 2021	7
2. Origine du produit intérieur: ventilation de la valeur ajoutée	8
3. Affectation du produit intérieur: principales catégories de dépenses	8
4. Marché du travail	9
Publications de l'ICN et personnes de contact	13
Remarques générales	17
Signes conventionnels	19
Liste des abréviations	21

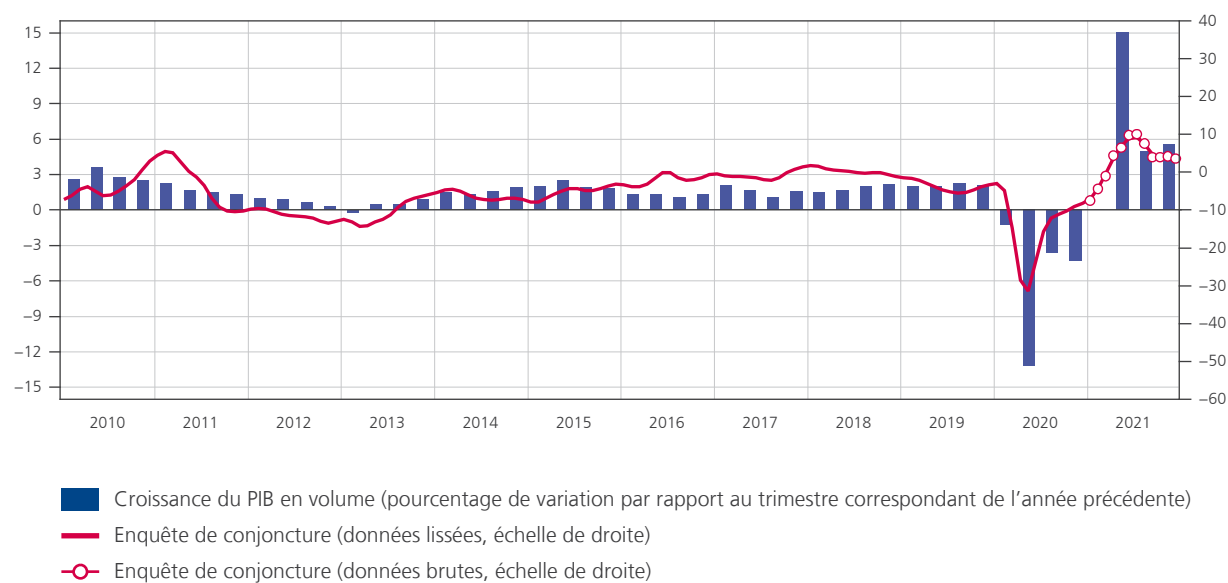
Synthèse

1. Évolution générale de l'activité économique en 2021

Sur l'ensemble de l'année 2021, le produit intérieur brut (PIB) en volume, qui s'était contracté de 5,7 % en 2020, s'est accru de 6,2 %. Par rapport à 2019, l'évolution est légèrement positive (+0,2 %). Après une croissance nulle à un an d'écart au premier trimestre, celle-ci a été de 15,1 % au deuxième trimestre, de 5,0 % au troisième trimestre et finalement de 5,6 % au quatrième trimestre.

Graphique 1

PIB et évolution conjoncturelle



Source: ICN, BNB.

2. Origine du produit intérieur: ventilation de la valeur ajoutée

Tableau 1

Origine du produit intérieur brut

(données brutes en volume, pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	p.m. 2020 cjo ¹	p.m. 2021 cjo ¹
Agriculture, sylviculture et pêche	18,8	-7,1	4,3	-9,8	0,9	-6,8	1,4	-6,8	1,4
Industrie	2,6	-1,1	1,0	-1,4	4,1	-2,5	9,5	-2,5	9,5
Construction	3,8	0,1	1,5	5,5	1,0	-4,9	7,0	-4,9	7,0
Services	1,9	1,5	1,7	2,4	1,9	-5,9	5,4	-5,9	5,4
fournis principalement aux entreprises ²	2,7	1,6	2,1	2,9	2,3	-6,0	6,1	-6,0	6,1
fournis principalement aux ménages ³	0,2	1,4	0,7	1,3	1,0	-5,6	3,7	-5,6	3,7
Produit intérieur brut	2,0	1,3	1,6	1,8	2,1	-5,7	6,2	-5,7	6,2

Source: ICN.

1 Cjo: corrigé de l'influence du nombre de jours ouvrables et des autres effets de calendrier.

2 Branches Nace G à N

3 Branches Nace O à T

En 2021, l'industrie a affiché une hausse de 9,5 %, après avoir essuyé une croissance négative de 2,5 % en 2020.

La construction a également progressé de 7,0 % sur l'ensemble de l'année, alors qu'elle s'était repliée de 4,9 % en 2020.

Dans les services, la valeur ajoutée s'est renforcée de 5,4 % en 2021, tandis que l'activité dans ce secteur s'était repliée de 5,9 % l'année précédente. Cette progression est notamment attribuable au redressement de la branche "Commerce de gros et de détail, transports, hôtels et restaurants", qui a gagné 8,4 % (+1,3 point de pourcentage de contribution à la croissance du PIB) suite à l'assouplissement des mesures gouvernementales liées à la crise du COVID-19. Une hausse prononcée a également été observée au sein de la branche "Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien", où la valeur ajoutée a rebondi de 9,7 % (+1,3 point de pourcentage de contribution à la croissance du PIB).

En 2021, les services n'ont pas encore renoué avec le niveau d'activité économique observé avant la crise, contrairement à l'industrie et à la construction. Cela s'explique notamment par l'évolution de la situation sanitaire et les mesures y afférentes, qui ont davantage influencé les divers secteurs des services, tels que l'horeca, les soins de santé, la culture, les activités récréatives et le tourisme.

3. Affectation du produit intérieur: principales catégories de dépenses

Les diverses composantes de la demande se sont, elles aussi, nettement redressées en 2021, après avoir affiché un recul sans précédent en 2020. Les dépenses de consommation des ménages se sont fortement accrues (+6,4 %), à l'instar de leurs dépenses d'investissement (+10,1 %). Une hausse de la consommation des administrations publiques a également été observée en 2021 (+4,4 %), principalement due à la reprise des activités non urgentes dans les soins de santé. Les investissements publics se sont inscrits en hausse (+2,6 %), tout comme les investissements des entreprises (+8,0 %).

L'amélioration de la situation sanitaire s'est également reflétée dans le commerce international et, par conséquent, dans les flux d'exportations et d'importations belges. Sur l'ensemble de l'année 2021, le volume des exportations s'est amplifié de 9,6 %, tandis que le volume des importations a affiché une hausse de 9,1 %. Par conséquent, les exportations nettes de biens et de services ont exercé une influence positive sur la croissance économique (+0,6 point de pourcentage).

Tableau 2

Affectation du produit intérieur

(données brutes en volume, pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	p.m. 2020 cjo ¹	p.m. 2021 cjo ¹
Dépenses de consommation privée	1,6	1,6	1,9	1,9	1,8	-8,2	6,4	-8,2	6,4
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,3	0,5	0,2	1,4	2,0	-0,4	4,4	-0,4	4,4
Formation brute de capital fixe	3,7	4,2	1,4	3,0	4,4	-6,1	7,8	-6,1	7,8
Investissements des entreprises	5,5	5,4	1,6	2,4	4,8	-7,0	8,0	-7,0	8,0
Investissements en logements	-0,1	2,6	1,0	1,5	5,1	-6,8	10,1	-6,8	10,1
Investissements publics	1,0	-0,6	1,1	10,2	0,7	1,5	2,6	1,5	2,6
Demande intérieure (hors stocks)	1,8	1,9	1,4	2,1	2,5	-5,9	6,2	-5,9	6,2
Variations des stocks ²	0,4	0,3	0,0	0,4	-0,6	-0,3	-0,5	-0,3	-0,5
Exportations de biens et de services	3,7	6,2	5,5	0,6	2,0	-5,5	9,6	-5,5	9,6
Importations de biens et de services	3,9	7,5	5,2	1,4	1,6	-5,9	9,1	-5,9	9,1
Exportations nettes de biens et de services ²	-0,1	-0,9	0,3	-0,6	0,3	0,4	0,6	0,4	0,6
Produit intérieur brut	2,0	1,3	1,6	1,8	2,1	-5,7	6,2	-5,7	6,2

Source: ICN.

1 Cjo: corrigé de l'influence du nombre de jours ouvrables et des autres effets de calendrier.

2 Contribution à la variation du PIB.

4. Marché du travail

Après le choc de la crise sanitaire de 2020, l'emploi, exprimé en nombre de personnes, a repris, en 2021, un rythme de croissance similaire à celui observé avant la crise. Le nombre de personnes occupées s'est ainsi accru de 86 000 unités en 2021, alors que la crise sanitaire avait induit un très léger tassement de l'emploi en 2020 (-800 personnes).

Cette évolution de l'emploi intérieur s'explique tant par la croissance du nombre de salariés (+66 300 personnes) – après des pertes de l'ordre de 15.000 unités en 2020 – que par la croissance du nombre d'indépendants (+19 700 personnes), qui s'est renforcée.

Tableau 3

Emploi et volume de travail¹

(données brutes, variation par rapport à l'année précédente)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<i>Variations en milliers de personnes:</i>							
Emploi intérieur total	40,2	57,9	73,3	69,7	77,0	-0,8	86,0
Salariés	30,1	45,7	60,5	56,4	62,8	-15,1	66,3
Indépendants	10,0	12,2	12,8	13,2	14,2	14,3	19,7
<i>Pourcentages de variation:</i>							
Emploi intérieur total	0,9	1,3	1,6	1,5	1,6	0,0	1,8
Salariés	0,8	1,2	1,6	1,4	1,6	-0,4	1,6
Indépendants	1,3	1,6	1,6	1,7	1,8	1,7	2,4
Volume de travail des salariés	0,6	1,5	2,0	1,7	1,4	-6,5	5,2

Source: ICN.

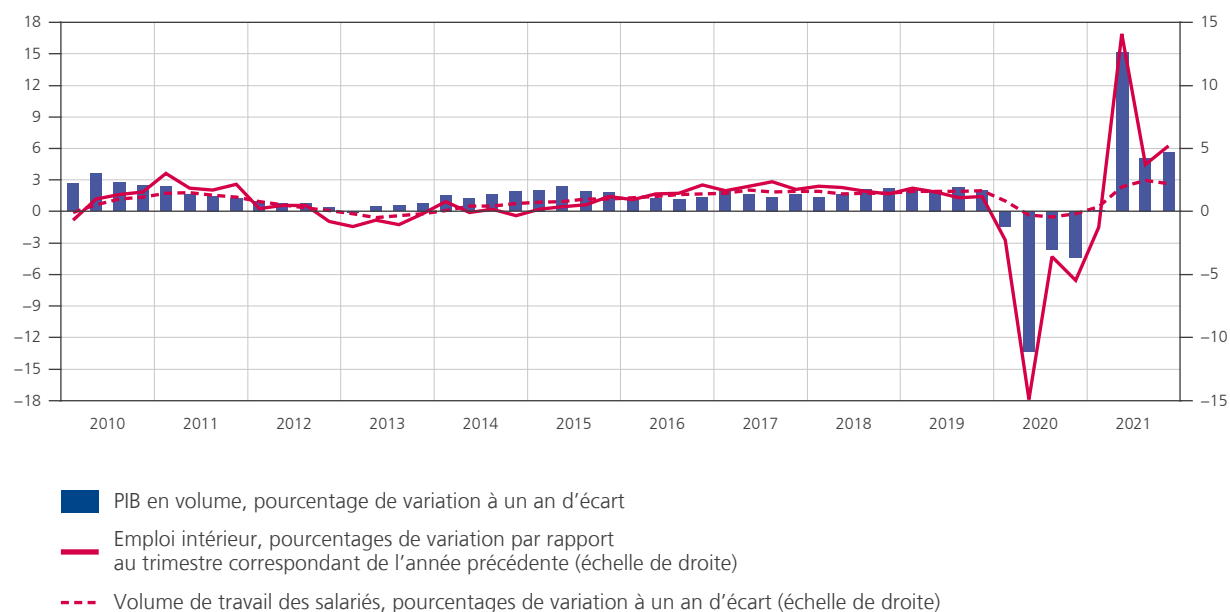
1 Les données de l'emploi en personnes ne sont pas influencées par le nombre de jours ouvrables et sont donc toujours présentées en termes bruts. Les heures ouvrées sont affectées de manière quasiment proportionnelle par le nombre de jours ouvrables et sont donc toujours corrigées des effets de calendrier.

Par branche d'activité, la progression de l'emploi intérieur a été soutenue en premier lieu par la croissance de la branche "Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien" ; viennent ensuite les branches "Administration publique, défense et enseignement" et "Santé humaine et action sociale". Les autres branches telles que "Commerce de gros et de détail, transports, hôtels et restaurants", "Autres activités de services", "Construction" et "Industrie manufacturière, industries extractives et autres" ont également contribué, mais dans une moindre mesure à la croissance de l'emploi intérieur. En ce qui concerne la branche des "Activités financières et d'assurance", le recul de l'emploi observé depuis de nombreuses années s'est poursuivi en 2021.

Sur l'ensemble de l'année 2021, le volume de travail des salariés (mesuré en nombre d'heures travaillées) a affiché une progression de 5,2 %. Rapporté à l'évolution du nombre de salariés, ceci correspond à une augmentation de la durée moyenne de travail de 3,5 %. Cette progression du temps de travail moyen reflète le rattrapage par rapport au recul observé en 2020 en raison de la crise du COVID-19, qui s'est traduite par un recours massif au chômage temporaire.

Graphique 2

PIB et marché du travail



Source: ICN, BNB.

La masse salariale de l'ensemble de l'économie a progressé de 5,9 % en 2021, contre un recul de 1,8 % en 2020. Cette progression est encore plus marquée dans le secteur privé (+6,8 % en 2021, après un recul de 3,3 % en 2020).

Tableau 4

Coûts salariaux

(données brutes, variation par rapport à l'année précédente)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	p.m. 2020 cjo ¹	p.m. 2021 cjo ¹
Ensemble de l'économie									
Masse salariale	0,9	1,8	3,5	3,3	3,6	-1,8	5,9	-1,8	5,9
Salaires bruts	0,9	3,1	3,6	3,8	3,7	-2,3	6,4	-2,3	6,4
Coût salarial horaire	0,3	0,3	1,5	1,5	2,2	5,0	0,7	5,0	0,7
Salaire brut horaire	0,3	1,6	1,6	2,0	2,3	4,6	1,2	4,6	1,2
Secteur privé²									
Masse salariale	1,1	1,5	3,6	3,5	3,7	-3,3	6,8	-3,3	6,8
Salaires bruts	1,4	3,2	3,9	4,1	3,8	-3,7	7,3	-3,7	7,3
Coût salarial horaire	0,2	-0,4	1,3	1,5	2,2	5,2	0,5	5,2	0,5
Salaire brut horaire	0,5	1,3	1,6	2,1	2,3	4,7	1,0	4,7	1,0
<i>pm salaires bruts conventionnels</i>	<i>0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>1,8</i>	<i>2,1</i>	<i>2,5</i>	<i>1,7</i>	<i>1,4</i>		

Sources: ICN, BNB, SPF emploi, travail et concertation sociale (ETCS).

1 Cjo: corrigé de l'influence du nombre de jours ouvrables et des autres effets de calendrier.

2 Le secteur privé est défini comme l'ensemble de l'économie (S.1), hors administrations publiques (S.13), sauf en 2021, où ce dernier secteur est approximé en utilisant la branche "Administrations publiques et enseignement".

Dans le secteur privé, la croissance du coût salarial horaire est estimée à 0,5 % en 2021, tandis que les salaires horaires bruts progressent de 1 %. La remise au travail de la majorité des chômeurs temporaires a impacté l'évolution des salaires en 2021. De plus, les mesures telles que le versement de la prime "Corona" fin 2021 et le maintien du pécule de vacances en 2021 pour les personnes mises au chômage temporaire en 2020 ont influencé les coûts salariaux à la hausse.

Publications de l'ICN - Personnes de contact

L'Institut des comptes nationaux publie, outre les principaux agrégats, d'autres chiffres tirés des comptes nationaux et régionaux. La grande majorité des données sont disponibles en format pdf via l'hyperlien:

<https://www.nbb.be/doc/DQ/F/planningPapPub.htm>

Les données chiffrées peuvent être obtenues via la banque de données interactive NBB.Stat. Vous trouverez ci-dessous une brève description de chaque publication.

1. Comptes nationaux détaillés

La publication des comptes nationaux détaillés paraît vers la mi-octobre. Elle consiste en tableaux détaillés sur la composition et la répartition du produit intérieur, le compte de production et d'exploitation, les principales catégories de dépenses, les comptes des secteurs, le stock de capital et le marché du travail.

2. Comptes trimestriels et première estimation des comptes annuels

Les comptes trimestriels présentent les premières estimations des principaux agrégats. Ils paraissent quatre fois par an, 90 à 110 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Parallèlement aux résultats du quatrième trimestre paraît la première estimation des comptes annuels, qui est basée essentiellement sur les comptes trimestriels.

Les comptes trimestriels, cohérents avec les comptes nationaux annuels, présentent les principaux agrégats à la fois selon les optiques dépenses, revenus et production. L'emploi, le volume de travail des salariés et la rémunération des salariés par branche d'activité sont également estimés.

Pour répondre à la demande de mettre à la disposition aussi rapidement que possible des chiffres se rapportant au dernier trimestre écoulé, une première estimation flash de la croissance du PIB est déjà publiée après 30 jours. Elle n'est toutefois pas ventilée en fonction des différentes composantes du PIB. Une première estimation de cette ventilation et des autres agrégats de l'économie est diffusée 60 jours après la fin du trimestre.

3. Comptes des secteurs institutionnels

Les comptes annuels des secteurs institutionnels sont repris dans la publication des comptes nationaux détaillés (voir point 1). Ils sont donc diffusés vers la mi-octobre dans la base de données NBB.Stat de la Banque nationale de Belgique.

La séquence complète et détaillée des comptes non financiers des secteurs est publiée. Les secteurs institutionnels sont les suivants : les sociétés non financières, les sociétés financières (et sous-secteurs), les administrations publiques, les ménages, les ISBLSM, ainsi que le reste du monde.

Les comptes trimestriels des secteurs institutionnels sont diffusés quatre fois par an, environ 105 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent. Ces comptes trimestriels sont cohérents avec leur équivalent annuel (voir ci-dessus) mais sont moins détaillés. L'accent y est mis sur les agrégats les plus pertinents, notamment au travers d'indicateurs clefs et de leurs composantes. Ces comptes reprennent également les comptes trimestriels des administrations publiques.

4. Comptes des administrations publiques

Les comptes trimestriels des administrations publiques sont repris dans la publication relative aux comptes des secteurs institutionnels (voir point 3).

Les comptes annuels des administrations publiques font l'objet de deux estimations par an, dont les résultats sont diffusés sur le site internet de la Banque nationale de Belgique.

Au début du mois d'avril suivant l'année de référence, une première estimation est diffusée sous la forme de tableaux de recettes et dépenses des administrations publiques.

La seconde estimation, à la mi-octobre, présente les comptes complets du secteur des administrations publiques ainsi que de ses sous-secteurs. Cette version présente les données nécessaires à l'étude des finances publiques et de leur interaction avec le reste de l'économie. Ces comptes sont intégrés dans la publication des comptes nationaux détaillés.

5. Tableaux ressources-emplois

A la fin de chaque année, les tableaux ressources-emplois sont publiés. Ils reflètent la structure des coûts de production, du revenu qui est généré dans le processus de production et des flux de biens et de services qui résultent soit de la production intérieure, soit des importations et des exportations.

6. Comptes régionaux: agrégats par branche d'activité et compte des ménages

A la fin de chaque année, les comptes régionaux sont publiés. Ils ventilent par région, province et arrondissement plusieurs variables des comptes nationaux, avec lesquelles ils sont totalement cohérents.

Outre la rémunération des salariés et la valeur ajoutée régionale, la publication présente des données régionalisées relatives au nombre de personnes occupées, au nombre d'heures travaillées et à la formation brute de capital fixe. La publication contient également des chiffres

régionaux relatifs au compte du secteur des ménages. Il s'agit ici des principales variables du compte d'affectation des revenus primaires (rémunération des salariés et revenus de la propriété), du compte de distribution secondaire du revenu (impôts, cotisations et prestations sociales et revenu disponible) et du compte de redistribution du revenu en nature (montants bruts et nets jusqu'au taux d'épargne). Outre les dépenses de consommation des ménages, les dépenses de consommation des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages sont régionalisées.

7. Personnes de contact

PIB trimestriel et "flash"	quarterly.na@nbb.be	Lotte Van Mechelen	+32 2 221 47 31
Comptes annuels			
- branches d'activité	production.na@nbb.be	Lotte Van Mechelen	+32 2 221 47 31
- dépenses	expenditure.na@nbb.be	Cédric Luppens	+32 2 221 42 88
Comptes des secteurs	sectors.na@nbb.be	Odiile Biernaux	+32 2 221 30 44
Comptes des administrations publiques	governmentfinance.na@nbb.be	Claude Modart	+32 2 221 30 26
Comptes régionaux	regional.na@nbb.be	Monica Maesele	+32 2 221 30 28
Marché du travail	labour.na@nbb.be	Bernadette Boudry	+32 2 221 47 54
Stock de capital	expenditure.na@nbb.be	Cédric Luppens	+32 2 221 42 88
Tableaux emplois-ressources (SUT)	sut.na@nbb.be	Lotte Van Mechelen	+32 2 221 47 31
Compte satellite des ISBL	sectors.na@nbb.be	Hélène Volon	+32 2 221 55 70
Diffusion des séries	nationalaccounts.na@nbb.be	Kristof Segers	+32 2 221 38 70
Supervision et coordination	coordination.na@nbb.be	Isabelle Brumagne	+32 2 221 28 77

Remarques générales

Les totaux indiqués dans les tableaux peuvent différer de la somme des rubriques en raison des arrondis.

Le site internet de la Banque nationale de Belgique présente le [calendrier de publication](#) des principales statistiques économiques établies par la Banque et l'ICN.

En application du SDDS (IMF's Special Data Dissemination Standard), ce calendrier reprend également toutes les statistiques du SDDS. Les dates de publication sont celles qui ont été communiquées par les institutions qui établissent la statistique; certaines d'entre elles publient par leurs propres canaux des calendriers de publication de leurs statistiques plus détaillés que ceux mentionnés sur le site internet de la Banque.

Signes conventionnels

e	estimation
p	provisoire
-	la donnée n'existe pas ou n'a pas de sens
n.	non disponible
p.m.	pour mémoire
0 ou 0,0	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue

Liste des abréviations

ASBL	Association sans but lucratif
BNB	Banque nationale de Belgique
Cjo	corrigé de l'influence du nombre de jours ouvrables et des autres effets de calendrier ¹ .
ICN	Institut des comptes nationaux
ISBL	Institutions sans but lucratif
NACE-Bel	Nomenclature statistique des activités économiques dans les communautés européennes - Version belge
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
SEC	Système européen des comptes nationaux et régionaux
SNA	System of National Accounts
SIFIM	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés

¹ Les autres effets de calendrier sont par exemple ceux générés par les différences de composition des semaines, entre le nombre de jours de week-end et le nombre de jours de semaine

Commandes

Sur le site internet de la Banque nationale de Belgique, via la rubrique "[e-service](#)", vous pouvez souscrire gratuitement un abonnement par e-mail à cette publication. Elle vous sera envoyée par e-mail à la date de publication.

Pour plus d'informations

Les personnes qui désirent plus d'informations sur le contenu, la méthodologie, les méthodes de calcul et les sources peuvent se mettre en rapport avec le service Comptes nationaux et régionaux de la Banque nationale de Belgique.

nationalaccounts.na@nbb.be

Editeur responsable

Rudi Acx

Chef du département Statistique générale

Banque nationale de Belgique

Société anonyme

RPM Bruxelles - Numéro d'entreprise: 0203.201.340

Siège social: boulevard de Berlaimont 14 - BE-1000 Bruxelles

www.nbb.be

© Illustrations: Banque nationale de Belgique

Mise en pages: BNB Statistique générale

Couverture: BNB AG - Prepress & Image

Publié en avril 2022